

SURVEYFERT sa

SURVEYFERT S.A.

Z.I. du Port Angot – rue Joliot-Curie

76 410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf

Tél. 02.31.89.71.86

Fax. 02.31.89.71.87

Mail : ftardy@orange.fr

Préfecture de la Seine-Maritime

Bureau des ICPE

7, place de la Madeleine

76 000 Rouen

Petit-Couronne, le 08.04.2019

Objet : Demande d'enregistrement ICPE rubrique 2517-1

Je soussigné, Fabrice TARDY, agissant en qualité de Directeur Général de la société SURVEYFERT S.A.

Adresse du siège Z.I. du Port Angot – rue Joliot-Curie

76 410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf

SIRET 379 245 111 00032

Code APE 5224A – Manutention portuaire

ai l'honneur de vous transmettre la demande d'enregistrement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, relative au projet d'extension de notre aire de transit de produits minéraux sur la plateforme logistique Quai de Petit-Couronne (QPC) du Grand Port Maritime de Rouen (GPMR).

Adresse du site concerné par la présente demande Boulevard Maritime, Quai de Petit-Couronne
76 650 Petit-Couronne, Normandie, France
Grand Port Maritime de Rouen

Coordonnées Lambert II étendu X ~ 1 555 884 m
Y ~ 9 133 930 m

Cadastre Petit-Couronne
Section : AB

Le projet comprend la construction de deux magasins à plat, le premier de 4 230 m² et le second de 5 170 m² qui font l'objet d'un permis de construire déposé en parallèle du présent dossier.

SIÈGE SOCIAL & DÉPÔTS :

ZI du Port Angot - BP 110

ZP - Quai en Seine - BP 10113

Bd Maritime - Quai Petit Couronne

76410 ST AUBIN LES ELBEUF Cedex

14603 HONFLEUR Cedex

76650 PETIT COURONNE

Tél. : 02 35 77 24 24

Tél. : 02 31 89 71 86

Tél. : 02 35 62 84 57

Fax : 02 35 78 33 32

Fax : 02 31 89 71 87

Fax : 02 35 62 84 03

surveyfert@orange.fr

ferthon@wanadoo.fr

surveyfert.rouen@wanadoo.fr

Société anonyme au capital de 226 000 € - APE 631B RCS Elbeuf 94B79 - Code TVA FR35379245111 - Site : www.surveyfert.com

Fabrice Tardy GSM : 06 08 56 17 75 - ftardy@orange.fr

Demande d'enregistrement ICPE rubrique 2517-1

Le projet est soumis à enregistrement au titre de la rubrique 2517-1 de la Nomenclature des ICPE.

N° de rubrique	Intitulé et règle de classement	Volume de l'activité	Régime de classement
2517	<p>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.</p> <p>La superficie de l'aire de transit étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> Supérieure à 10 000 m² : (E) Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m² : (D) 	<p>Magasin principal : 9 990 m²</p> <p>Magasin n°1 (nouveau) : 4 230 m²</p> <p>Magasin n°2 (nouveau) : 5 170 m²</p> <p>Magasin secondaire : 3 870 m²</p> <p>Aire de transit sel : 3 500 m²</p> <p>Aire de transit pierre ponce : 3 000 m²</p> <p>TOTAL : 28 760 m²</p>	E

Le site SURVEYFERT de Petit-Couronne dispose actuellement de plusieurs ICPE qui ont fait l'objet d'une déclaration :

- Rubrique 1532 : stockage en vrac de plaquettes forestières – volume inférieur à 20 000 m³ ;
- Rubrique 2517 : station de transit de produits minéraux – surface de 9 990 m² ;
- Rubrique 2714 : transit de broyats de pneus déchiquetés – volume inférieur à 990 m³ ;

Le présent dossier comporte les éléments demandés aux articles R.512-46-1 à R.512-46-7 du Code de l'environnement.

Demande de dérogation à l'article R.512-46-4 du Code de l'environnement

Pour des raisons techniques, nous sollicitons une dérogation à l'article R.512-46-4 du Code de l'environnement relative à l'échelle employée au niveau du plan de masse de l'installation (1/500 au lieu de 1/200).

Demande de dérogation à l'article 31 de l'arrêté du 10 décembre 2013

L'article 31 de l'arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prévoit que :

Les « eaux » pluviales non polluées sont drainées par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés.

Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol.

Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.

Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation revêtues, aires de stationnement, de chargement et de déchargement ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.

Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces imperméables du site (voiries, aires de parking, par exemple), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.

En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, l'autorisation de déversement prévue à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique fixe notamment le débit maximal.

Les eaux pluviales polluées (EPP) ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté (article 34 à 36). Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

La mise en place d'un réseau d'eaux pluviales avec 2 séparateurs à hydrocarbures est prévue au niveau de l'extension du site comportant les 2 projets de magasins (cf. Dossier d'Enregistrement ICPE au titre de la rubrique 2517-1 au chapitre 11.3 et plan en figure 1 ci-après).

Concernant les magasins et terre-pleins existants, qui ont fait antérieurement l'objet de déclarations ICPE, seul le magasin principal dispose d'un système de gestion des eaux pluviales avec séparateur à hydrocarbures en sortie de noue. Aucune création de nouveaux espaces imperméabilisés n'est créée au niveau de ces aires déjà existantes.

En conséquence, d'un point de vue technique et financier, nous sollicitons une dérogation à cet article pour ces emplacements de transit historiques.

Notons, qu'aucune activité de maintenance de véhicules ou d'engins n'est effectuée sur ces aires qui servent uniquement à l'entreposage et au chargement/déchargement de produits inertes.

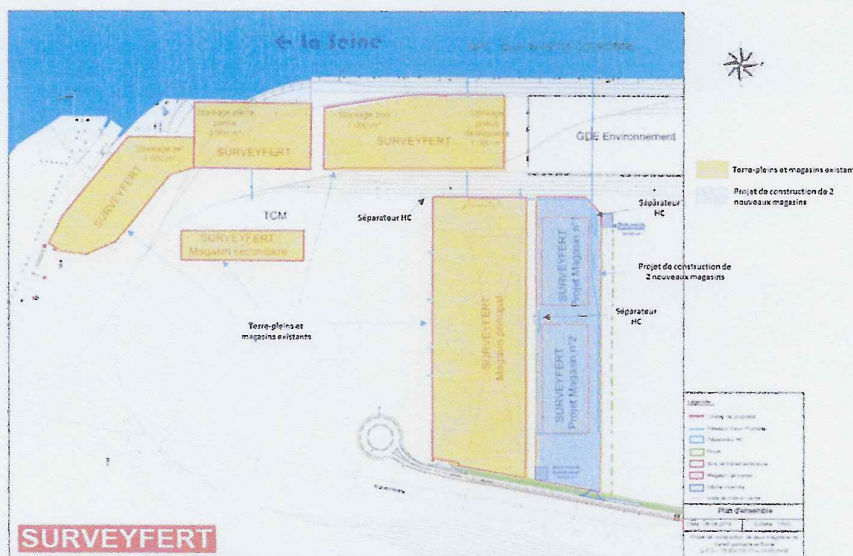


Figure 1 : Site surveyfert de Petit-Couronne

Vous souhaitant une bonne réception du dossier et restant à votre entière disposition pour tout complément d'information, je vous prie d'agréer, Madame la Préfète, l'expression de ma haute considération.

Fabrice TARDY

Directeur de SURVEYFERT S.A.

A handwritten signature in dark ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned over the printed name and title.